



Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Distr. générale
9 avril 2019
Français
Original : anglais

Réunion des États parties à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Neuvième réunion

New York, 10 juin 2019

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection de sept membres du Comité pour la protection
des droits de tous les travailleurs migrants et des membres
de leur famille afin de remplacer ceux dont le mandat
viendra à expiration le 31 décembre 2019, conformément
aux paragraphes 1 à 5 de l'article 72 de la Convention**

Élection de sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 72 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la neuvième réunion des États parties à la Convention se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le lundi 10 juin 2019. À cette occasion, sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille dont les noms figurent sur une liste de candidats désignés par les États parties (sect. II) seront élus, afin de remplacer ceux dont le terme viendra à expiration le 31 décembre 2019 (sect. I). Sept membres continueront d'exercer leurs fonctions au sein du Comité jusqu'au 31 décembre 2021 (sect. III).
2. Conformément à la procédure énoncée au paragraphe 3 de l'article 72 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 10 octobre 2018, a invité les États parties à désigner, dans un délai de cinq mois, leurs candidats à l'élection de sept membres du Comité. Tous les curriculum vitae reçus au 31 mars 2019 figurent dans l'annexe au présent document. Des additifs à la présente note seront publiés pour les candidatures reçues après l'échéance du 31 mars 2019.
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 72 de la Convention, le Secrétaire général a l'honneur de présenter dans la liste ci-après les noms des candidats, dans l'ordre alphabétique, et l'indication des États parties qui les ont désignés. Les notices biographiques des candidats, telles qu'elles ont été soumises par les États parties, figurent dans l'annexe au présent document.
4. En outre, en application du paragraphe 12 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, la situation actuelle en ce qui concerne la composition du Comité, rendant compte de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique des experts, de leur expérience professionnelle, de la représentation des différents systèmes juridiques et de la période d'exercice des membres actuels, figure aux chapitres I et II du présent document.

GE.19-05978 (F) 150419 300419



* 1 9 0 5 9 7 8 *

Merci de recycler



5. Au paragraphe 13 de sa résolution 68/268, l'Assemblée générale a encouragé les États parties à veiller, lors de l'élection d'experts des organes conventionnels, à ce qu'il soit tenu compte dans la composition des organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme, comme le prévoient les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, d'une répartition géographique équitable, d'une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d'une représentation des sexes équitable et de la participation d'experts handicapés.

I. Membres du Comité dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2019*

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M. Mohammed Charef	Maroc	2019
M ^{me} Jasminka Dzumhur	Bosnie-Herzégovine	2016
M. Ahmed Hassan El-Borai	Égypte	2004
M ^{me} María Landázuri de Mora	Équateur	2016
M. Marco Núñez-Melgar Maguiña	Pérou	2012
M. Lazhar Soualem	Algérie	2018
M. Can Ünver	Turquie	2016

II. Liste de candidats désignés par les États parties*, †

<i>Candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M. Khaled Cheikhna Babacar	Mauritanie
M. César Enrique Bustamante Llosa	Pérou
M. Francisco Carrion Mena	Équateur
M. Mohammed Charef	Maroc
M. Edgar Corzo Sosa	Mexique
M. Pablo César García Sáenz	Guatemala
M. Lazhar Soualem	Algérie
M. Can Ünver	Turquie

III. Membres dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2021*

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M. Alvaro Botero Navarro	Colombie	2018

* L'expérience professionnelle des membres, les différents systèmes juridiques et d'autres données biographiques des membres peuvent être consultés sur la page Web du Comité (www.ohchr.org/EN/HRBodies/CMW/Pages/Membership.aspx).

† Les curriculum vitae des personnes désignées par les États parties sont reproduits dans l'annexe.

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M. Ermal Frasheri	Albanie	2018
M. Md. Shahidul Haque	Bangladesh	2014
M. Prasad Kariyawasam	Sri Lanka	2004
M. Mamane Oumaria	Niger	2018
M. Azad Taghi-Zada	Azerbaïdjan	2018 (et de 2004 à 2015)
M. Ahmadou Tall	Sénégal	2010

Annexe

Curricula vitae*

Khaled Cheikhna Babacar (Mauritanie)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 22 décembre 1962

Lieu de résidence : Nouakchott

Langue(s) de travail de l'Organisation des Nations Unies : Français et arabe

Situation/fonction actuelle :

- Conseiller technique chargé des affaires juridiques au Ministère de la fonction publique, du travail, de l'emploi et de la modernisation de l'administration.
- Membre permanent du Comité technique chargé de l'établissement de rapports à l'intention du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Principales activités professionnelles :

- Fourniture de conseils et élaboration de textes juridiques dans les domaines du droit du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.
- Élaboration de rapports au titre des conventions internationales du travail (OIT).
- Élaboration de rapports à l'intention du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.
- Médiation pour la résolution de conflits sociaux (travailleurs-employeurs).
- Présidence de négociations sociales.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité :

- Suivi de la procédure de ratification des instruments internationaux (conventions, protocoles, etc...).
- Intégration des conventions ratifiées dans le corpus juridique national.
- Présentation de rapports à différentes commissions (normes de l'OIT) et organes conventionnels de suivi.
- Utilisation des rapports établis par l'inspection du travail sur l'état de mise en œuvre de la législation applicable à tous les travailleurs, nationaux ou étrangers, qui exercent une activité professionnelle sur le territoire national.
- Élaboration de rapports au titre des conventions internationales du travail (OIT).
- Élaboration de rapports à l'intention du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.
- Médiation pour la résolution de conflits sociaux (travailleurs-employeurs).
- Présidence de négociations sociales.

Études :

- Droit du travail (inspecteur principal du travail).
- Diplôme en gestion des ressources humaines.

* Les curriculum vitae sont publiés sans avoir été revus par les services d'édition.

- Stages de formation et de perfectionnement dans les domaines du droit du travail, de la sécurité sociale et de la gestion de ressources humaines.

Liste des publications les plus récentes dans les domaines de la migration et des droits de l'homme :

- Réalisation d'une étude sur l'aspect juridique de la migration en Mauritanie présentée au cours d'un séminaire tenu à cet effet.

César Enrique Bustamante Llosa (Pérou)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 24 septembre 1953, Lima**Lieu de résidence :** Lima (Pérou)**Langue(s) de travail de l'Organisation des Nations Unies :** Anglais et espagnol**Situation/fonction actuelle :**

- Directeur général chargé des communautés péruviennes à l'étranger et des affaires consulaires au Ministère péruvien des relations extérieures.
- Ambassadeur, membre du Service diplomatique de la République du Pérou.

Principales activités professionnelles :

- Politique consulaire et supervision de 117 consulats du Pérou.
- Politique de protection et d'assistance à la communauté péruvienne à l'étranger.
- Conférence sudaméricaine sur les migrations.
- Groupe de Lima – autorités consulaires chargées des questions des réfugiés et de la migration.
- Communauté andine – Comité des autorités chargé des questions migratoires.
- MERCOSUR – Groupe de travail sur les questions consulaires et juridiques.
- Processus de Quito – migration des Vénézuéliens en Amérique du Sud.
- Plus de vingt-cinq ans d'expérience des questions consulaires et migratoires.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité :

- Coordonnateur des dispositions prises face à la migration massive des Vénézuéliens (2017-2019).
- Coordonnateur de la mise en œuvre de la politique migratoire nationale.
- Président du Groupe de travail intersectoriel sur la gestion de la migration.
- Point focal pour la définition de la position du Pérou en ce qui concerne le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.
- Président de la rencontre sud-américaine sur les migrations et le développement organisée à Lima, qui a marqué le début du Processus de Lima ou Conférence sudaméricaine sur les migrations (1999).
- Ancien Secrétaire exécutif de la Commission nationale des réfugiés.

Études :

- Carrière diplomatique.
- Diplôme en relations internationales.
- Avocat.
- Expert-comptable agréé.
- Doctorat en sciences de l'éducation.
- Doctorant en droit.
- Maîtrise en commerce international.
- Deuxième spécialisation dans l'enseignement supérieur et universitaire (en cours).

Liste des publications les plus récentes dans les domaines de la migration et des droits de l'homme :

- Professeur responsable de la maîtrise en finance à l'Université nationale supérieure de San Marcos.
- Professeur responsable de la maîtrise en administration publique à l'Université San Martín de Porres.
- Professeur responsable de la maîtrise en relations internationales à l'Académie diplomatique du Pérou.
- Professeur de droit consulaire à l'Académie diplomatique du Pérou.
- Professeur responsable du cours supérieur et du cours de hautes études à l'Académie diplomatique du Pérou.

Francisco Carrión Mena (Équateur)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 8 avril 1953, Quito (Équateur)**Lieu de résidence :** Washington (États-Unis d'Amérique)**Langue(s) de travail de l'Organisation des Nations Unies :** Espagnol, anglais et français**Situation/fonction actuelle :**

- Ambassadeur de l'Équateur auprès des États-Unis d'Amérique (Washington).
- Membre de la Fondation ESQUEL pour le développement (non rémunéré).

Principales activités professionnelles :

- Diplomate.
- Consultant pour les questions internationales.
- Chercheur universitaire.
- Conférencier.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité :

- Membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Comité des travailleurs migrants) pendant trois mandats : 2003-2007, 2007-2011 et 2011-2015.
- Président du Comité des travailleurs migrants de 2014 à 2015.
- Représentant du Comité des travailleurs migrants au Forum mondial sur la migration et le développement tenu à Istanbul (Turquie) en 2015.

Études :

- Doctorat en droit international et licence de sciences politiques et sociales, Université centrale de l'Équateur.
- Cours et séminaires à l'étranger.

Liste des publications les plus récentes dans les domaines de la migration et des droits de l'homme :

- Carrión Mena F. (2018), « La migración y cómo gestionarla », *Ecuador: entre la inserción y el aislamiento. Política Exterior 2000-2015*, FLACSO Ecuador et Université centrale de l'Équateur (Quito), pages 265 à 275.

Mohammed Charef (Maroc)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 16 janvier 1953, Guercif (Maroc)**Lieu de résidence :** Agadir (Maroc)**Langue(s) de travail de l'Organisation des Nations Unies :** Arabe et français.
Compétence professionnelle limitée en anglais et en espagnol**Situation/fonction actuelle :**

- Directeur de la formation sur les migrations et le développement durable du Centre des études doctorales de l'Université Ibn Zohr d'Agadir.
- Directeur de l'Observatoire régional des migrations espaces et sociétés de l'Université Ibn Zohr d'Agadir.
- Professeur chargé des cours de géographie des migrations internationales, de migrations et développement, de migrations internationales et enjeux contemporains et de géographie de la population à l'Université Ibn Zohr d'Agadir.
- Consultant pour les questions migratoires.

Principales activités professionnelles :

- Membre du Conseil national des droits de l'homme.
- Directeur du laboratoire Étude sur les migrations, anthropologie, espaces et sociétés de l'Université Ibn Zohr.
- Président de la Commission régionale des droits de l'homme d'Agadir (2011-2018).
- Consultant pour les questions migratoires auprès de différents organismes et établissements au Maroc (OIM-HCR-GIZ-FIIAPP-UE-MCMREA-Fondation Hassan II pour les marocains résidant à l'étranger).
- Membre du groupe de travail du CCDH sur la question de l'émigration marocaine.
- Consultant expert en mobilité des populations.
- Membre du Conseil scientifique du TRICUD – Action de recherche concertée du Centre d'études de l'ethnicité et des migrations (CEDEM) de l'Institut des sciences humaines et sociales de l'Université de Liège.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité :

- Membre de l'Union pour l'étude de la population africaine (UEPA).
- Membre de la Plateforme non gouvernementale EUROMED.
- Correspondant au Maroc de la Revue européenne des migrations internationales (REMI).
- Membre du réseau Circulations, mobilités et espace relationnel des migrants en Méditerranée (CIMORE).
- Membre associé de l'équipe MIGRINTER-CNRS Poitiers (France).
- Membre de l'action intégrée « Migrations et mémoires franco-marocaines » du Comité mixte interuniversitaire franco-marocain.
- Membre fondateur du festival Cinéma et migrations Agadir (16^{ème} édition en 2019).
- Responsable de l'Observatoire des migrations de la région Souss-Massa-Darâa.
- Membre du Réseau démographie de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), Paris.

Études :

- Doctorat en science, Université Libre de Bruxelles, 1999.
- Doctorat en géographie de l'aménagement, Université de Poitiers, 1986.
- Diplôme d'études approfondies en urbanisme, Institut d'urbanisme et d'aménagement régional d'Aix-en-Provence, 1982.
- Diplôme d'études approfondies en géographie urbaine, Université d'Aix-Marseille, 1982.
- Maîtrise en géographie de l'aménagement, Université d'Aix-Marseille, 1981.

Liste des publications les plus récentes dans les domaines de la migration et des droits de l'homme :

- Charef M. (2015), « Les littoraux euro-maghrébins et les migrants. Entre blocages, menaces et protections », *La Méditerranée au prisme des rivages. Menaces, protections, aménagements en Méditerranée occidentale (XVI^e-XXI^e siècles)*, Bouchène, Paris, pages 169 à 180.
- Charef M. et Doraï K. (2016), « Human migration and climate change in the Mediterranean region », *The Mediterranean Region under Climate Change, A Scientific Update*, Thiébault S., Moatti, J.-P. (dir. publ.), Paris, IRD Editions, pages 439 à 444.
- Charef M., Zefzef A. et al. (2017), « Le tissu associatif travaillant dans le domaine d'immigrations au Maroc », Publications de l'ORMES, Université Ibn Zohr (Agadir).

Edgar Corzo Sosa (Mexique)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 4 novembre 1965, Cosamaloapan, Veracruz (Mexique)**Lieu de résidence :** Mexico**Langue(s) de travail de l'Organisation des Nations Unies :** Espagnol, anglais et français**Situation/fonction actuelle :**

- Depuis novembre 2014, cinquième Inspecteur général de la Commission nationale des droits de l'homme du Mexique (CNDH) chargé de la coordination des programmes relatifs aux migrants, aux atteintes à des journalistes et défenseurs civils des droits de l'homme et à la traite des personnes.
- Depuis mars 2018, Secrétaire technique du Réseau thématique sur les migrants et la traite des personnes de la Fédération ibéro-américaine des ombudsmans (FIO).

Principales activités professionnelles :

- Directeur général du Département des affaires internationales du Ministère fédéral de la justice (septembre 2001-décembre 2002).
- Dans le cadre de la coordination du programme de prise en charge des migrants de la CNDH, responsable du suivi, de l'accompagnement et de la protection des caravanes de migrants centraméricains (plus de 10 000 migrants au total) qui entrent sur le territoire mexicain depuis octobre 2018.
- Chercheur – titulaire d'une licence – à l'Institut de recherches juridiques de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM).
- Membre du Système national de chercheurs mexicains, niveau III.
- Directeur scientifique de la revue « Cuestiones Constitucionales Revista Mexicana de Derecho Constitucional » depuis 1999.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité :

- Participation au onzième cours de formation au droit relatif au déplacement interne de l'Institut international de droit humanitaire de San Rémo (Italie).
- Membre de la délégation de la CNDH chargée de formuler des observations à l'occasion de l'examen du troisième rapport du Mexique par le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille à Genève.
- Promotion de l'organisation de séances thématiques et présentation de rapports à la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur les déplacements forcés internes et les mesures prises en faveur des caravanes de migrants qui traversent le Mexique.
- Intervention dans plusieurs demandes adressées à la Commission interaméricaine des droits de l'homme en vue de l'adoption de mesures de protection des migrants.
- Participation à l'élaboration et à la présentation de mémoires d'*amicus curiae*, ainsi qu'à la formulation d'avis pour étayer les décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme et de tribunaux des États-Unis, dans des affaires en rapport avec la migration impliquant des journalistes et des migrants.

Études :

- Doctorat en droit constitutionnel, Université autonome de Madrid.

- Diplôme d'études approfondies en droit public comparé, Université Paris I (Panthéon-Sorbonne).
- Licence en droit, Université nationale autonome de Mexico.
- Stages de recherche en France, en Allemagne et en Espagne, entre autres.

Liste des publications les plus récentes dans les domaines de la migration et des droits de l'homme :

- Participation à l'élaboration de la Déclaration de Mexico sur les déplacements forcés internes, qui a été signée par des organismes nationaux et internationaux.
- Participation à l'élaboration de la Déclaration de Quito sur la mobilité humaine des citoyens vénézuéliens dans la région.
- Rédaction de l'avant-propos de la publication « Murales no muros », CNDH, Mexique, décembre 2018.
- Rédaction d'un article intitulé « He visto rostros diferentes... » dans la publication « Voces, rostros y sueños compartidos », CNDH, Mexique, septembre 2016.
- Rédaction d'un article intitulé « Diseño normativo de la migración de retorno (forzado) » avec El Colegio de México.
- Rédaction d'un article intitulé « El derecho humano a no ser sometido a trata de personas » dans la publication « Trata de personas, un acercamiento a la realidad nacional », CNDH, Mexique, octobre 2018.

Pablo César García Sáenz (Guatemala)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 20 novembre 1977, Sololá (Guatemala)

Langue(s) de travail : Espagnol et anglais

Situation/fonction actuelle :

Vice-Ministre des relations extérieures. Grande expérience et vastes connaissances, responsable des questions migratoires, y compris de la gestion de la politique consulaire et du fonctionnement des consulats du Guatemala à l'étranger.

Activités professionnelles :

- Diplomate de carrière, dix-neuf ans d'expérience au Ministère des relations extérieures, membre du corps diplomatique de la République du Guatemala au rang d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire. Participation active aux forums intergouvernementaux et collaboration avec les institutions publiques, nationales et internationales, dont les activités sont en lien avec la question migratoire.
- Membre actif du Conseil national d'assistance aux migrants guatémaltèques (CONAMIGUA), un organisme public multisectoriel présidé par le Ministère des relations extérieures ; participation à la formation juridique des consuls guatémaltèques accrédités aux États-Unis d'Amérique ; représentation du Guatemala dans des forums sur les questions migratoires entre le Guatemala et d'autres pays ; membre du Groupe spécial Guatemala-Mexique sur les travailleurs agricoles (2004-2007).

Études :

Diplôme en relations internationales, Université San Carlos de Guatemala, 2000 ; spécialisation dans divers domaines dans plusieurs écoles diplomatiques : migrations internationales (2007, Argentine) ; migration et intégration de la politique migratoire dans la pratique (2004, Israël) ; relations internationales pour les diplomates étrangers (2000, Espagne) ; et organisations internationales et protocole (2000, Cuba).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné :

Rôle clef dans l'intégration des communautés et des dirigeants migrants en tant que Consul général du Guatemala à Los Angeles et à New York (États-Unis) ; promoteur de la création du Groupe des consuls généraux latino-américains à Los Angeles, Président du Groupe pendant trois ans et conclusion d'accords avec les autorités locales en faveur des migrants latino-américains ; comptes-rendus aux autorités locales et fédérales de la situation réelle des migrants, participation à des programmes de développement des communautés de migrants aux États-Unis, renforcement de la relation avec les membres de la Chambre des représentants et du Sénat des États-Unis et promotion de la coordination avec les autorités de différents États du pays pour assurer la prise en charge adéquate des enfants et adolescents migrants non accompagnés aux États-Unis.

Liste des publications les plus récentes dans les domaines intéressant le mandat du Comité :

Néant.

Lazhar Soualem (Algérie)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 19 septembre 1959, Bordj Bou Arreridj (Algérie)**Lieu de résidence :** Alger**Langue(s) de travail de l'Organisations des Nations Unies :** Arabe, français et anglais**Situation/fonction actuelle :**

Directeur, au sein du Ministère des affaires étrangères, pour les questions des droits de l'homme, des affaires humanitaires, du développement social et durable ainsi que les questions sociales, culturelles, scientifiques et techniques internationales relevant de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées apparentées.

Principales activités professionnelles :

Suivi de la question des droits de l'homme depuis plus de deux décennies pour le Ministère des affaires étrangères et la Mission permanente de l'Algérie à Genève (deux missions) ; rédaction de rapports et présentation aux organes conventionnels (CCPR, CAT, CEDAW, CRC, Comité des travailleurs migrants, CERD...), à l'Union Africaine (CADHP, CABEA) et à la Ligue Arabe ; suivi des questions relatives aux réfugiés, aux déplacés et aux migrants (HCR, PAM, OIM, CICR) et des dossiers relatifs à l'enfance (UNICEF), aux femmes (ONU-Femmes), à la population (FNUAP), à la santé (OMS, ONUSIDA) et au développement durable (ODD 2015 – ODD 2030).

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité :

- Suivi des activités de coopération entre le Gouvernement algérien et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).
- Participation aux travaux des organismes de l'OIM en qualité de délégué et d'adjoint au chef de délégation.
- Président du groupe de travail chargé de l'élaboration du rapport national sur la mise en œuvre de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.
- Chef de la délégation algérienne chargée de présenter le second rapport de l'Algérie au Comité des travailleurs migrants.
- Membre du groupe de travail national chargé du suivi de l'élaboration du Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations.
- Membre du groupe de travail chargé de l'élaboration du projet de loi sur l'asile et les réfugiés.

Études :

- Diplôme en gestion, Institut du commerce, 1982.
- Diplôme de l'École nationale d'administration, major de promotion de la Section diplomatique, 1986.
- Formation sur les réfugiés et les déplacés, Institut international de droit humanitaire de San Rémo.

Liste des publications les plus récentes dans les domaines de la migration et des droits de l'homme :

- Intervenant et modérateur dans de nombreux cycles de formation de nouveaux diplomates affectés à l'étranger pour la question des droits de l'homme, y compris la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

O. Can Ünver (Turquie)

Date et lieu de naissance : 16 mai 1954, Ankara

Lieu de résidence : Ankara

Langue(s) de travail de l'Organisation des Nations Unies : anglais (niveau avancé)

Situation/fonction actuelle :

Chef du Département des sciences politiques et des relations internationales à l'Université Ayvansaray d'Istanbul depuis mai 2018 et Directeur du Centre de recherche sur les migrations depuis 2019.

Principales activités professionnelles :

- Retraité de la fonction publique depuis le 15 octobre 2007.
- Conseiller pour les questions de travail à l'ambassade de Turquie à Berlin, 2003-2007.
- Directeur général des services pour les travailleurs turcs à l'étranger au Ministère du travail et de la sécurité sociale, Ankara, 2000-2003 (Directeur général adjoint en 2000).
- Conseiller auprès du Conseil national de sécurité, Ankara, 1998-1999.
- Attaché, chargé des questions de travail et de sécurité sociale, Consulat général de Turquie à Hambourg, 1993-1998.
- Conseiller au Cabinet du Premier Ministre (Département des citoyens turcs à l'étranger), Ankara, 1992-1993.
- Conseiller du Ministre d'État auprès du Premier Ministre, Ankara, 1991.
- Plusieurs postes au Ministère du travail et de la sécurité sociale à Ankara et au Consulat général de Turquie en Allemagne, 1979-2007.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité :

- Depuis 2016, membre du Comité des travailleurs migrants (actuellement Vice-Président du Comité).
- 2000-2003, participation à plusieurs conférences et réunions de l'Union européenne.
- 2000-2003, participation à plusieurs conférences ministérielles du Conseil de l'Europe.
- 1997-2000, membre du Groupe de travail sur les migrations de l'OCDE.
- 1985-2003, participation aux sessions plénières et aux réunions en comité de l'OIT.
- 1985-1989, membre du Comité d'experts sur la mise en œuvre de la Convention européenne sur la sécurité sociale (SS-AC) du Conseil de l'Europe. (1987-1989 Président du Comité).

Études :

- Cours préparatoire de l'Université Ludwig Maximilian (Studienkolleg), (Munich), automne 1973-hiver 1975.
- BA/MA : Université Ludwig Maximilian (faculté des sciences sociales, Départements des sciences politiques, de la communication et des études turques), 1975-1981 (Magister Artium, Thèse : 1974-1979 Politiques occidentales de la Turquie, sous la direction du professeur Peter J. Opitz).
- PhD : Université Hacettepe, Institut pour les principes d'Ataturk et l'histoire de la révolution (2003) (Thèse : The Influence of Orientalism in Germany's Turkey Policies, 19th and 20th Centuries, sous la direction du professeur Mustafa Yilmaz).

- Professeur associé : Vie et institutions politiques, 25 avril 2016.

Liste des publications les plus récentes dans les domaines de la migration et des droits de l'homme :

- Article : « Migration in International Relations. Towards a Rights-Based Approach with Global Compact? », *Perceptions* (revue consacrée à des questions internationales), Hiver 2017, Vol. XXII. No. 4, pages 85 à 102.
- Chapitre d'ouvrage : « Küresel Göç ve Göç Araştırmaları ile Türkiye'nin Göç Politikasının Temel İlkelerine İlişkin Yeni Yaklaşımlar », Gönül Pultar (dir. publ.) Yüce Dağdan Aşan Yollar Bizimdir: Yirmi Birinci Yüzyıl Başında Türkiye'de İç ve Dış Göçün Kültürel Boyutları. Kültür Araştırmaları Derneği, İstanbul 2016, pages 139 à 170.
- Ouvrage : « Alman Kışı. Neoliberal Çağda Irkçılığın Hedefindeki Göçmenler », Nika. Ankara 2015.
- Chapitre d'ouvrage : « The Role of Turkish Immigrants on Economic and Political Relations between Germany and Turkey » Elif Nuroğlu, Ela Sibel Bayrak et Enes Bayraklı (dir. publ.), *Turkish-German Affairs from an Interdisciplinary Perspective*. Peter Lang Edition. Francfort, 2015, pages 41 à 59.
- Chapitre d'ouvrage : « Die Diasporapolitik der neuen Türkei », Yunus Yoldaş, Burak Gümüş et Wolfgang Gieler (dir. publ.), *Die Neue Türkei. Eine grundlegende Einführung in die Innen- und Außenpolitik unter Recep Tayyip Erdoğan*. Peter Lang Edition. Francfort, 2015, pages 359 à 378.
- Rapport de recherche : M. Murat Erdoğan et Can Ünver (professeurs associés), « Perspectives, Expectations and Suggestions of the Turkish Business Sector on Syrians in Turkey ». Confédération turque des syndicats patronaux. Ankara, décembre 2015.
